

# L'intégration européenne à la croisée des chemins: renforcement ou désintégration?

*Elmar Altvater et Birgit Mahnkopf*

Les États membres de la zone euro qui ont du mal à assurer le service de leur dette sont-ils ceux qui sont responsables de la crise de l'euro? C'est ce que pensent la majorité des gens en Europe. Par conséquent, les pays endettés comme la Grèce, l'Irlande et le Portugal doivent se soumettre à un brutal programme d'austérité fait de réductions drastiques des dépenses sociales, de réductions des traitements dans la fonction publique et de mesures renforçant la privatisation dans les secteurs de l'éducation et des soins de santé et dans le régime des pensions de retraite. En bref, les droits sociaux et culturels des syndicats et des citoyens sont piétinés, ce qui déclenche à la fois des mouvements de protestation et des applaudissements.

L'austérité imposée est motivée par une tentative de prélever des fonds sur le budget primaire pour les inscrire au budget secondaire et les affecter ensuite au service de la dette et au renflouement des établissements financiers au bord de la faillite qui sont qualifiés de «systémiquement pertinents». Cependant, le système, c'est-à-dire le projet d'intégration monétaire européenne, ne pourra être sauvé que si l'on inverse fondamentalement l'orientation politique. Aujourd'hui, deux voies seulement s'offrent à nous, et elles vont dans des directions opposées: l'une mène à la désintégration de la zone euro, l'autre au renforcement de la construction étatique européenne. Les économistes et les politiciens conservateurs et néolibéraux flirtent avec l'idée de diviser l'union monétaire en deux étages (ou plus). D'un côté, une «Europe fondamentale» intégrée au plan monétaire et financier; de l'autre, les pays qui seraient exclus de la zone euro, avec leurs propres monnaies nationales. Ainsi, ce seraient l'Allemagne, la France et quelques autres qui continueraient d'utiliser l'euro, mais la Grèce pourrait être obligée de revenir à la drachme, le Portugal à l'escudo, l'Espagne à la peseta et l'Italie à la lire.

Scinder la zone euro créerait d'autres zones de chaos économique et d'agitation sociale et politique. Les nouvelles monnaies qui remplaceraient l'euro subiraient très probablement une baisse de valeur immédiate. La dévaluation entraînerait une augmentation de la valeur des dettes libellées en euros (dont le service doit donc être assuré en euros). Les agences de notation abaisseraient les notes de crédit des pays. La

dévaluation améliorerait certes la compétitivité monétaire, mais cet avantage ne serait probablement pas très utile si la compétitivité réelle n'augmentait pas de son côté. Pour cela, il faudrait des industries d'exportation, qui sont absentes. Parallèlement à la dévaluation des nouvelles monnaies, l'euro de son côté s'apprécierait. Une telle réévaluation limiterait la compétitivité de ce qu'on appelle l'«économie réelle» dans les États membres de la zone euro et encouragerait le capital financier à spéculer. Quant à savoir quel type d'équilibre serait réalisé après une période de turbulences économiques, il est impossible de le prédire.

L'autre voie mène à une intégration politique plus poussée. Les règles applicables à l'endettement des États établies par le Traité de Maastricht sont manifestement inefficaces pour empêcher des déséquilibres et des crises de se former dans toute

**Le système actuel de gestion de crise exige des pays endettés qu'ils procèdent à des ajustements, mais pas les pays qui présentent un excédent budgétaire**

l'Europe. Ces déséquilibres sont inévitables si des pays comme l'Allemagne abaissent les coûts unitaires de main-d'œuvre en même temps que ceux-ci augmentent dans les autres pays européens. Le système actuel de gestion de crise exige des pays endettés qu'ils procèdent à des ajustements, mais pas les pays qui présentent un excédent budgétaire. Le vice structurel qui a déjà contribué à

l'effondrement du système de Bretton Woods dans les années 1970 est reproduit dans la zone euro. Les dispositions requises pour corriger ce vice seraient les suivantes: du côté des recettes des budgets des États, élaborer des règles régissant la politique budgétaire et la concurrence fiscale, ainsi que des mécanismes de rééquilibrage entre les pays dont les comptes sont déficitaires et ceux dont les comptes sont excédentaires. Si l'on veut préserver l'avenir de la zone euro, c'est la construction étatique européenne qu'il faut renforcer, pas le marché.

Aujourd'hui, la distribution inégale du revenu et de la richesse en Europe ainsi que les notes attribuées par les agences de notation engendrent d'importants écarts de taux d'intérêt entre les pays endettés et les pays «riches». À l'intérieur des pays, cela

**L'obligation de générer un solde positif du compte courant est instrumentalisée pour justifier des mesures d'austérité**

s'applique uniquement aux propriétaires de la richesse monétaire, pas aux travailleurs salariés. Dans les pays débiteurs, il en résulte des soldes négatifs de la balance du compte de capital; tant que le compte courant ne génère aucun excédent ou de simples petits excédents, ces soldes négatifs ne peuvent être résorbés que par des apports de

capital frais. L'obligation de générer un solde positif du compte courant est instrumentalisée pour justifier des mesures d'austérité, c'est-à-dire des réductions des salaires et des dépenses sociales. Les personnes visées par ces politiques n'acceptent pas cette justification et descendent dans la rue pour protester bruyamment et vigoureusement.

Cependant, il faut comprendre que les relations monétaires sont toujours réciproques et contradictoires – il en va aussi de même sur les marchés financiers européens et mondiaux. Là où il y a des débiteurs, il y a aussi des créanciers et, si les déficits doivent être réduits, les excédents ne peuvent augmenter. Par conséquent, il n'est pas possible d'accuser uniquement les politiques fiscales et budgétaires «laxistes» des pays de la zone euro aujourd'hui en crise pour expliquer les niveaux actuels de la dette publique. La politique de redistribution qui encourage la formation d'importants avoirs privés porte aussi sa part de responsabilité. Par ailleurs, nous ne pouvons pas ignorer le fait que si les dettes publiques dans la zone euro sont aussi élevées, c'est parce qu'elles sont en grande partie dues aux opérations gigantesques de renflouement de banques et de fonds privés. L'obligation pour les États de consacrer des sommes toujours plus élevées au service de leurs dettes a un pendant: les acteurs privés des marchés financiers ont moins à payer. La Banque centrale européenne (BCE) l'a clairement montré dans son rapport au titre éloquent – *«The Janus-headed salvation»* (Le renflouement à double face) – publié après la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008. Les banques mises en danger ont pu se débarrasser d'une grande partie de leurs actifs sans valeur en les cédant à de «mauvaises banques» financées par les États. En outre, leur capital social a reçu l'injection de fonds publics, notamment sans que les États n'exercent le moindre contrôle sur les opérations commerciales des banques à présent financées par le contribuable. Les États ont garanti les dettes des banques en accordant à ces dernières un accès presque illimité aux prêts à faibles taux d'intérêt des banques centrales. Le sauvetage des banques par des fonds publics entraîne entre autres une diminution du risque de défaillance des établissements financiers, tandis que celui du secteur public s'aggrave. Le rapport de la BCE susmentionné mentionne un «transfert du risque de crédit du secteur bancaire à l'État».

Chaque fois que des dettes sont rééchelonnées, les gouvernements doivent payer des primes de risques correspondantes plus élevées, mais à qui? À ces mêmes banques qui ont été renflouées par les gouvernements et, indirectement, aux propriétaires de capitaux qui ont investi dans ces banques et ces fonds. En cela, les banques sont aidées par les agences de notation qui abaissent la «qualité» des obligations des États en raison de l'augmentation des niveaux d'endettement de ces derniers. Il s'agit d'un empiétement conséquent sur les prérogatives démocratiques. L'abaissement d'une note rend plus onéreux les emprunts et le rééchelonnement de la dette et permet aux créanciers privés d'appliquer des taux d'intérêt plus élevés. Nous voici en fait face à une prédiction autoréalisatrice: l'anticipation d'une défaillance du débiteur entraîne un service de la dette plus onéreux, ce qui augmente la probabilité de défaillance. Il faut que les agences de notation soient soumises à un contrôle démocratique. Dans ce contexte, des doutes sérieux s'expriment au sujet de la légitimité de la dette publique dans des pays comme la Grèce.

Il est certain que la réduction des dettes et de la richesse monétaire peut aussi être obtenue par l'inflation. L'inflation redoutée par beaucoup a déjà commencé de poindre sous la forme d'une hausse des prix des produits de base et de l'or. Les causes sont complexes et ne sont pas exclusivement liées aux marchés financiers et monétaires, mais aussi aux marchés des produits de base et de l'énergie, qui subissent les effets de catastrophes comme l'explosion de la plateforme pétrolière Deepwater Horizon dans le Golfe du Mexique, la fusion du réacteur nucléaire de Fukushima et les conflits du monde arabe. L'inflation accentuerait énormément l'inégalité de distribution. Les banques centrales luttent contre les effets dits secondaires des hausses des prix. Comment? En empêchant les hausses de salaires par l'application d'une politique monétaire stricte. Cette stratégie ne vise pas les causes premières de l'inflation et c'est pourquoi elle est inacceptable pour les syndicats.

L'exigence raisonnable d'une réduction de la dette publique doit être complétée par l'exigence d'une réduction correspondante de la richesse monétaire, en procédant à une décote, régie par des règles en matière d'insolvabilité, c'est-à-dire en faisant en sorte que les créanciers apportent leur contribution à la réduction de la dette, ou en taxant efficacement la fortune, ou bien par une combinaison des deux. Il faut réintroduire un impôt sur la fortune dans tous les pays européens, tout comme il faudra aussi généralement augmenter le montant des impôts acquittés par les entreprises (en particulier les impôts sur le revenu): en harmonisant l'assiette fiscale et les taux d'imposition au niveau européen, et en luttant plus efficacement contre les paradis fiscaux, la fraude fiscale et le blanchiment d'argent. Les règles en matière d'insolvabilité sont aussi importantes pour pouvoir procéder à une remise de dette sans heurt. C'est particulièrement vrai dans le cas des dettes souveraines et nécessaire pour garantir la paix sociale et politique.

*Elmar Altvater et Birgit Mahnkopf*

*La présente communication est fondée sur une déclaration faite par le Conseil scientifique de la branche allemande d'Attac en mars 2011, Manifeste sur la crise de l'euro, qui évalue les conséquences politiques, économiques et sociales de la crise de l'euro. Les auteurs ont participé à la rédaction de cette déclaration; ils sont à l'origine des modifications qui ont été apportées. La version intégrale de la déclaration figure en allemand et en anglais sur le site Web de la branche allemande d'Attac (<http://www.attac-netzwerk.de/das-netzwerk/wissenschaftlicher-beirat>).*